

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2691 - LUNDI 22 AOÛT 2016

DÉCRISPATION DE L'ESPACE POLITIQUE

Les premiers signaux d'apaisement sont là

Officiellement, vingt-quatre personnes devraient retrouver une liberté provisoire ou complète dans les prochains jours, selon une décision de l'autorité judiciaire. Cette mesure de libération des prisonniers politiques ou d'opinion, décidée après concertation entre l'exécutif national et les différents services concernés, va dans le sens d'apaiser les tensions politiques à l'approche du dialogue national, à en croire le ministre de la Justice. Les opposants Eugène Diomi Ndongala et Jean Claude Muyambo ne sont pas concernés, la nature de leurs infractions (viol et escroquerie) n'entrant pas dans le critérium tel que fixé. Autre mesure concerne la réouverture de deux médias de l'opposition, en l'occurrence, Canal Kin-Télévision et Canal Futur respectivement proches des opposants Jean Pierre Bemba et Vital Kamerhe.

Page 12



Le groupe de soutien à la facilitation et les membres de l'opposition à Bruxelles

DIALOGUE

Convocation imminente du comité préparatoire



Edem Kodjo

L'ex-Premier ministre togolais invite, dans un communiqué, la classe politique congolaise dans son ensemble à faire preuve de dépassement et à « donner une chance à la recherche d'une solution consensuelle à la situation actuelle que connaît la RDC ». Tout en saluant le geste posé par l'autorité politique congolaise avec la libération des prisonniers politiques et d'opinion, il estime que cela crée des conditions propices au lancement du processus du dialogue natio-

nal en favorisant la décrispation du climat politique.

Faisant fi des remous que suscite sa personne dans la facilitation de ce forum national, Edem Kodjo entend convoquer le comité préparatoire de ces assises pour la semaine du 22 au 28 août. Il espère que le dialogue politique proprement dit pourrait commencer au plus tard vers mi-septembre.

Page 12

CRISE DES MATIÈRES PREMIÈRES

22% de baisse du budget de l'État au premier semestre 2016

L'on devrait s'attendre à une fin de l'année plutôt difficile avec un secteur minier qui a enregistré des pertes énormes entre janvier et juin 2016. Selon les chiffres officiels, la RDC a connu une baisse de 14 % de la production de cuivre en l'espace de six mois, s'établissant à un total de 466 000 tonnes.

Comme l'a rappelé la Banque centrale du

Congo, la tendance baissière est la conséquence de la baisse mondiale des prix des métaux. Pour la RDC, la conséquence est désastreuse. La suspension des opérations de traitement dans plusieurs mines de cuivre du pays contribue, par ailleurs, à alimenter le débat entre les experts sur les perspectives économiques du pays à court terme.

Page 13

FOOTBALL

V.club affûte ses armes

L'ossature des Dauphins noirs vient d'être étoffée avec des nouvelles recrues. Ces dernières ont été présentées officiellement au public le 17 août au stade Tata-Raphael à côté des anciens joueurs. Le contingent des expatriés est composé de cinq joueurs dont les transferts ont été finalisés parmi lesquels l'attaquant rwandais Ernest Sugira. Quant aux joueurs locaux nouvellement recrutés par V.club pour la nouvelle saison, l'on peut citer, entre autres, Ban-



gala Litomba, transfuge de DCMP et l'attaquant Eddy Ngoy Emomo de Shark XI.

Fixant les objectifs du club pour la nouvelle saison, le général Gabriel Amisi Kumba a indiqué que son équipe s'active à gagner la ligue des champions et le Championnat national de la RDC, Division I. Page 14

ÉDITORIAL

Tourisme

Une fois n'est pas coutume, reconnaissons que moins de trois mois après la formation du premier gouvernement de la Nouvelle République quelque chose bouge enfin sérieusement dans deux secteurs dont dépend l'ouverture du Congo sur le monde et qui pourraient bien devenir l'un des moteurs de son émergence, à savoir le tourisme et les loisirs.

Confié à une femme, Arlette Soudan-Nonault, qui n'a pas, comme on dit, la langue dans sa poche et qui compte bien démontrer sa capacité à gérer les affaires publiques, le ministère du même nom a pris sans attendre des initiatives dont deux au moins, signalées avec retard dans nos colonnes, méritent une attention particulière : l'ouverture en plein coeur de l'aéroport Maya-Maya à Brazzaville, en présence du Premier ministre Clément Mouamba, du premier Bureau d'information touristique du Congo et le lancement d'un site Internet du ministère qui comporte deux portails.

N'entrons pas dans le détail de ces initiatives que nous suivrons avec une attention particulière en raison de leur importance stratégique pour l'avenir du Congo, mais disons sans l'ombre d'un doute que si elles sont conduites avec opiniâtreté, elles feront valoir à l'échelle internationale ce qui constitue l'un des actifs les plus importants du capital naturel que détient notre pays. Alors, en effet, que les regards extérieurs se portent de plus en plus sur l'Afrique centrale faire valoir l'extraordinaire diversité de nos départements, la beauté magique de nos plaines, de nos montagnes, de nos fleuves et de nos rivages, la protection dont jouissent notre faune et notre flore, le lien indissoluble qui existe entre cette nature inviolée et nos traditions ancestrales, la richesse du capital artistique et culturel passé et présent que nous détenons ne peut avoir comme résultat, à très court terme, que d'attirer vers nous des centaines de milliers de visiteurs des cinq continents en quête d'authenticité.

Dans un pareil contexte il est clair que l'information et la communication sous toutes leurs formes sont appelées à jouer un rôle essentiel. Et c'est pourquoi Les Dépêches de Brazzaville, qui ont elles-mêmes développé au coeur de Brazzaville un lieu de rencontre voué à l'art et à la tradition, s'impliqueront résolument dans la grande aventure qui débute.

Les Dépêches de Brazzaville

DIPLOMATIE

L'ambassade du Rwanda ouvre ses portes à Brazzaville

La mission diplomatique du Rwanda ouverte officiellement le 19 août, couvrira également dans sa juridiction le Cameroun, le Tchad, la Centrafrique, le Gabon, la Guinée équatoriale ainsi que la CEEAC.



« Le choix du gouvernement rwandais d'ouvrir une nouvelle ambassade au Congo témoigne de la volonté et de la détermination profonde de nos deux pays à consolider non seulement la coopération bilatérale, mais aussi l'intégration africaine, sous-régionale et le développement de la vision panafricaine de nos leaders », a déclaré la ministre des Affaires étrangères du Rwanda, Louise Mushikiwabo, qui a effectué le déplacement de Brazzaville. Pour le ministre congolais des Affaires étrangères, Jean-Claude Gakosso, « L'ouverture de l'ambassade du Rwanda au Congo s'inscrit dans la droite ligne de la grande amitié et de la fraternité qui caractérisent les relations entre les deux pays ». Au cours de cette occasion,

il a assuré de la disponibilité des autorités congolaises à apporter aux diplomates rwandais en service à Brazzaville, l'assistance nécessaire en vue de l'accomplissement de leur mission.

Des opportunités d'affaires

Depuis l'accord général de coopération signé en novembre 2011, les relations d'amitié, de coopération rwando-congolaise se sont continuellement approfondies tant dans les domaines politique qu'économique. En effet, lors de la commission mixte tenue récemment à Kigali, des domaines prioritaires de coopération ont été identifiés tels que le transport aérien, l'agriculture et l'élevage, le commerce, les technologies de l'information, le tourisme, etc. A la même occasion, le comité de pilotage

de coopération ainsi que le comité technique mixte de suivi de l'accord commercial entre les deux pays ont été mis en place.

« Désormais un cadre légal propice aux affaires a été mis en place. Nous encourageons tous les acteurs du secteur privé à saisir ces opportunités pour faire avancer notre sous-région. Investissons massivement entre nous et chez nous. Prenons des risques. Poursuivons nos intérêts », a rappelé Louise Mushikiwabo. Et de poursuivre : « La solution aux problèmes socio-économiques de notre continent doit être trouvée au sein du partage d'une même vision, d'objectif commun et de dur labeur. C'est dans ce cadre que le Rwanda et le Congo ont procédé à l'ouverture respective des ambassades. Allons plus loin. Encourageons les initiatives. Associons les universités, avec l'appui des entreprises rwandaises et congolaises, nous avons tout à y gagner ». Et l'ambassadeur rwandais, Jean Baptiste Habyarimana de mettre l'accent sur la redynamisation de la coopération bilatérale à travers la réalisation des projets en cours. Pour rappel, la ministre des Affaires étrangères du Rwanda a déposé auprès du président en exercice de la CEEAC les instruments de ratification relatifs à la réintégration du Rwanda au sein de la CEEAC.

Josiane Mambou Loukoulou

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila

Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoulou, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

CONGO/FRANCE

Bertrand Cochery disposé à accompagner la décrispation du climat politique

Reçu en audience le 18 août par le député maire de Brazzaville, Hugues Nguélondele, le nouvel ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery, a marqué sa disponibilité quant à appuyer l'initiative des autorités congolaises visant le «vivre ensemble».

A l'initiative du Premier ministre, Clément Mouamba, et du député maire de la ville de Brazzaville, Hugues Nguélondele, les membres de la majorité, de l'opposition, des partis et groupements du centre et de la société civile s'étaient retrouvés le 10 août autour d'un cocktail, en présence de quelques diplomates accrédités au Congo. Le but était d'inviter les acteurs politiques et ceux de la société civile à s'approprier le «vivre ensemble». Les observateurs de la vie nationale y voyaient la volonté des autorités de vouloir décrisper le climat politique constaté au lendemain de l'élection présidentielle du 20 mars dernier.

L'ambassadeur de France au Congo qui a pris part à ces retrouvailles a apprécié positivement cette initiative. « Nous nous sommes dit avec M. le maire que c'était une première étape, et je lui ai donné mon engagement, ma parole de travailler avec lui pour réfléchir et animer ensemble ce «vivre ensemble», cette nouvelle façon d'être citoyen. Car la commune c'est l'école de la République. Je pense qu'effec-



Hugues Nguélondele s'entretenant avec Bertrand Cochery ; crédit photo Adiac

tivement le «vivre ensemble» à l'échelon d'une capitale, c'est quelque chose qui peut faire école pour le reste du pays, c'est faire œuvre utile pour l'ensemble des Congolaises et des Congolais », a indiqué Bertrand Cochery, à la sortie d'audience.

Interrogé sur la contribution de

la France dans une telle initiative, le diplomate français a rappelé que le «vivre ensemble» commence par réfléchir ensemble avant d'agir ensemble. C'est un travail qui doit, a-t-il insisté, se développer dans la durée.

Les deux personnalités ont également abordé, au cours de

cette visite de courtoisie, certains aspects liés au développement de la ville de Brazzaville, notamment des projets de

sent, étaient un peu reculés, moins bien aménagés. Ceci à travers un canal qui a été réalisé et qui va permettre l'évacuation des eaux », a ajouté Bertrand Cochery.

Cette corniche améliorera, à en croire le Français, l'environnement urbain de Brazzaville qui fait partie de belles capitales d'Afrique. Elle dispose, selon lui, d'un beau patrimoine architectural ainsi que des traditions attrayantes. Parmi celles-ci, Bertrand Cochery a par exemple cité des sapeurs qui font pleinement partie des traditions de Brazzaville. « Brazzaville qui, pour quantité de raisons, est particulièrement chère au cœur de la France. Elle l'a été en 1940 au moment de la France-libre et en 1944 lorsque le général De Gaulle lançait l'appel qui conduira aux mouvements d'indépendances », a rappelé l'ambassadeur de France, souhaitant une belle fête nationale aux Congolais.

Hugues Nguélondele a, de son côté, symboliquement remis à Bertrand Cochery la clé de la ville de Brazzaville. Un geste qui a marqué le diplomate français. « Je suis sensible à ce geste d'amitié », s'est-il réjoui.

Parfait Wilfried Douniama

LE FAIT DU JOUR

Le bulletin de santé du terrorisme

Y aurait-il médecin plus assermenté pour délivrer un papier sur l'état de santé du terrorisme que les crimes imputés à cette mouvance à travers le monde ? Non seulement ses adeptes ont apporté une touche d'extravagance à leur modus operandi en donnant la mort à autrui par tous les moyens possibles, mais ils ont réussi à mondialiser et communautariser l'instinct sécuritaire : dorénavant, les Etats, même les plus puissants, sont sur le qui-vive, les terroristes ayant mis dans la tête des peuples de toutes les régions du monde qu'ils existent bel et bien, sont en mesure de frapper où et quand ils voudront. Si ce fut un patient passé en consultation, les cliniciens n'auraient eu de peine à répéter le résultat de l'auscultation : « va ! terrorisme, tu te portes bien ! »

Il est une autre réalité pourtant : la nébuleuse terroriste subit partout des pertes énormes, des revers accablants. Parce qu'elle a choisi de braver les Etats, ceux-ci ont à leur tour mis en œuvre des méthodes pour ne pas lui laisser le temps de prospérer. Conscients de combattre un ennemi tout autant invisible

qu'imprévisible, les gouvernements songent à constituer des coalitions à même d'éradiquer cette menace existentielle qui n'est plus une simple vue de l'esprit. Cela sera une guerre de longue haleine, elle coûtera aux économies des Etats, aux familles et à la vie tout court.

La question que l'on peut se poser, devant ce qui semble être pour toute l'humanité un saut dans l'inconnue, est de savoir si les réponses proposées par les Etats à la menace terroriste sont adaptées. Ou, encore si elles sont de nature à résoudre définitivement l'équation. En apparence non, si l'on considère le résultat sur le terrain. Exemple : en 2001, à la suite des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, la première puissance mondiale s'attacha la solidarité de plusieurs alliés pour intervenir en Afghanistan. Le but était de chasser les Talibans du pouvoir à Kaboul, attendu qu'ils étaient considérés comme des suppôts des actes terroristes perpétrés sur le sol américain. Quinze ans après, le conflit est loin de se terminer.

Les cas de l'Irak, de la Syrie, du Yé-

men, de la Libye, nations entrées dans un cycle infernal de guerres civiles et de violences, sont emblématiques de l'enlisement des interventions conduites par des puissances extérieures. Par ces immixtions parfois sommairement préparées, les grandes puissances ont donné le top, on ne dirait pas sans le savoir, mais peut-être sans le vouloir, au départ du feu qui conditionne à son tour celui des abeilles de la ruche. En règle générale, les bestioles ainsi libérées s'en prennent sans façon aux personnes qui se trouvent dans leur sillage. Comme ces bestioles se reconnaissent entre elles, l'instinct naturel les pousse à se reconstituer une nouvelle fourmilière. Elles se comporteront de la même manière chaque fois qu'elles seront mises dans les conditions de se débâter.

Le plus difficile, dans la lutte engagée contre le terrorisme dit djihadiste qui sévit de nos jours, est que celui-ci a essaimé partout : des groupuscules organisés, plus ou moins interconnectés, aux loups solitaires qui agissent parfois de leur propre chef, par leurs propres

moyens, mais toujours avec le sentiment de prendre part à la bataille, il devient difficile de situer la région d'ancrage des terroristes. A telle enseigne que même lorsque ceux parmi eux qui rêvent d'un Etat islamiste sculpté aux frontières de la Syrie et de l'Irak auront échoué dans leur projet, le fléau du terrorisme continuera de poser de réels problèmes de sécurité aux quatre coins de la planète.

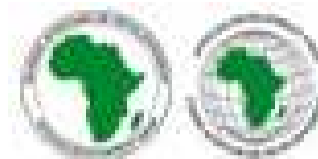
Les puissances qui les prennent en chasse dans leurs zones de prédilection (Syrie, Irak, Libye, Afghanistan) sont en revanche tellement antagonistes que leur engagement sur les théâtres d'opérations se révèle inefficace parce que très peu coordonné. Difficile, dans ces conditions, d'atteindre les buts escomptés. Ceux qui, au regard de ce tableau inquiétant prédisent une troisième guerre mondiale opposant les Etats aux extrémistes de tous bords ne sont pas moins réalistes qu'on le croit. Car les rivalités entre grandes puissances seront toujours du pain béni pour les marginaux, même quand le projet politique qui les unit est d'avance voué à l'échec.

Gankama N'Siah



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SERVICES DE CONSULTANTS)



Secteur : Energie
Référence de l'accord de financement :
2100150028193
N° d'Identification du Projet : P-CG-FA0-001

Le Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique / Cellule d'Exécution du Projet a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'Electrification Rurale au Congo, et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financer le contrat pour le recrutement d'un Bureau d'Etude qui assurera l'ensemble des prestations de formation de la cellule du projet basée au Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique mise en place pour suivre l'ensemble des activités du projet.

1.Objectifs de la mission

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent :

- Une Formation N° 1 dans les bureaux du Consultant :
- La formation dans les bureaux du Consultant doit couvrir l'ensemble des prestations, des études de faisabilité de construction de réseaux pour l'électrification rurale au dossier d'appel d'offre. A titre indicatif, la formation contiendra :
- la formation des agents à l'utilisation d'un logiciel de planification d'électrification rurale à travers un système d'information géogra-

phique « SIG » (ArcGis, Manifold, ...);
- la formation des agents à la vérification électrique des réseaux préconisés par le logiciel de planification ;
- La formation des agents aux études électrotechniques et mécaniques de ces réseaux et à l'élaboration des quantitatifs en vue de lancer un appel d'offre.

- Formation n°2 dans les bureaux de la cellule PERCO :
- La formation dans les bureaux de la Cellule PERCO, plus pratique et doit couvrir l'ensemble des prestations liées à la vérification des études d'exécution jusqu'au contrôle des travaux sur site. A titre indicatif, la formation contiendra :
- la formation des agents à l'utilisation d'un logiciel électrique et mécanique permettant de vérifier les études d'exécution (le logiciel peut-être le même que pour la formation n° 1);
- la formation des agents au contrôle des travaux de construction des réseaux moyenne et basse tension (tirage de câble, respect des hauteurs de garde ...) et à la gestion des contrats de travaux.

2.Profil du Consultant

Pour les deux formations, les principales tâches du Consultant sont :

- Elaborer un programme de formation (à partir du programme qu'il aura déjà fourni dans son offre), avec un calendrier détaillé défini de

commun accord avec le Maître d'ouvrage ;
- Définir / valider les dates de formation avec le Maître d'ouvrage ;
- Elaborer des modules de formation détaillés (détailler toutes les étapes d'une procédure avec un lexique) et illustratifs (avec des captures d'écrans) permettant à tous les participants de capitaliser sur les acquis de la formation, en copie papier (un par participant et cinq pour l'archivage du projet) et électronique (Word, Power Point ou autre...);
- Former le groupe de participants selon le calendrier défini ci-dessus ;
- Installer le(s) logiciel(s) chez le client et former à son utilisation ;
- Evaluer les formations et les participants et faire des recommandations ciblées (sur les participants) et sur l'utilisation des logiciels. La Cellule d'Exécution du Projet invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection

seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008 révisé en Juillet 2012 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 8h00 à 15h00 (heure locale : GMT+ 1)

Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 05 Septembre 2016 à 13 heures et porter expressément la mention « Renforcement des capacités du personnel technique de la cellule PERCO »

Cellule d'Exécution du Projet
À l'attention : Monsieur Geoffroy GAN-KOUE-DZON, Directeur de Projet
Immeuble des Mines et Energies (3ème étage bis), Place de la République (Ex Rond-point du CCF)
BP : 2120, Brazzaville
Tel: +242 05 565 67 77/ 06 982 98 93
E-mail: perco13@yahoo.fr ; projetperco13@gmail.com.

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SERVICES DE CONSULTANTS)

Secteur : Energie

Référence de l'accord de financement : 2100150028193
N° d'Identification du Projet : P-CG-FA0-001

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le Projet d'Electrification Rurale au Congo (Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique (MEH)) recrute un consultant pour la réalisation de l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur de l'énergie.

Objectif de l'étude :

L'objectif général de l'Evaluation Environnementale Stratégique du secteur de l'énergie est de contribuer à la promotion du Développement Durable à travers l'identification, la description et l'évaluation des relations entre l'environnement et le secteur de l'énergie, et pouvant résulter de la mise en œuvre de l'ensemble des programmes et projets suivis par le département en charge de la question dans le but d'améliorer les processus de décision politique et notamment l'intégration de l'environnement dans les politiques publiques.

Profil du Consultant

- au moins un diplôme (BAC+5) c'est-à-dire DEA, DESS, Master ou un diplôme équivalent en Sciences environnementales, dans le domaine de l'énergie ou toute autre discipline connexe ;
- au moins 10 années d'expérience professionnelle dans la réalisation des études en général et au moins 7 ans d'expérience sur les évaluations Environnementales stratégiques en particulier ;
- Avoir une bonne connaissance du secteur de l'énergie ;
- Une expérience avérée dans le domaine de l'environnement sera un atout.

Le consultant devra soumettre un chronogramme précis des prestations qui doivent être fonction de la méthodologie arrêtée. La durée maximum est fixée à 1,5 mois à compter de la date de signature du contrat (y compris les délais de dépôt des documents

finaux).
La Cellule d'Exécution du Projet invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008 révisé en Juillet 2012 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 8h00 à 15h00 (heure locale : GMT+ 1)
Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard Lundi 19 Septembre 2016 à 12 heures 30 minutes GMT et porter expressément la mention « recrutement d'un consultant pour la réalisation de l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) du secteur de l'énergie »
Cellule d'Exécution du Projet
À l'attention : Monsieur Geoffroy GAN-KOUE-DZON, Directeur de Projet
Immeuble des Mines et Energie (3ème étage bis), Place de la République (Ex Rond-point du CCF)
BP : 2120, Brazzaville
Tel: +242 05 565 67 77/ 06 982 98 93
E-mail: perco13@yahoo.fr ; projetperco13@gmail.com.

AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SERVICES DE CONSULTANTS)

Secteur : Energie

Référence de l'accord de financement : 2100150028193
N° d'Identification du Projet : P-CG-FA0-001

Dans le cadre de la mise en œuvre de ses activités, le Projet d'Electrification Rurale au Congo (Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique (MEH)) recrute un consultant pour la formation des cadres et partenaires sur les Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) et sur le suivi et la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) des projets énergétiques

Objectif de l'étude :

Ces deux formations visent à donner aux cadres et partenaires techniques du secteur de l'énergie, une connaissance approfondie et des outils pratiques sur les EIES, sur l'élaboration, la mise en œuvre, le contrôle et le suivi des plans de gestion environnementale et sociale (PGES).

PROFIL ET EXPERIENCE DU CONSULTANT

- 1-critères par rapport à l'institution candidate :
- être une institution universitaire ou un bureau d'études / consultant spécialisé justifiant des compétences en Evaluation Environnementale et Gestion de l'Environnement ;
 - avoir une expérience d'au moins 10 ans en formation et renforcement des capacités au niveau national et /ou à l'international dont 5 ans dans l'organisation des formations spécialisées en évaluation environnementale au plan international ;
- 2-Critères par rapport à l'équipe de formateurs :
- Un formateur principal et chef de mission doit être un expert spécialisé en évaluation environnementale ayant au moins le niveau master 2 (le doctorat est un atout) et 10 ans d'expérience dont au moins 5 ans en enseignement en renforcement de capacités en Evaluation Environnementale (EE) à l'échelle National et /ou à l'international. Avoir une expérience pratique en surveillance et suivi environnemental serait un atout ;
 - un expert spécialiste en évaluation environnementale de niveau master 1 avec une expérience pratique en audit environnemental et en formation ;
 - un expert en suivi des impacts sociaux ayant au moins 5 ans d'expérience en formation et suivi des impacts sociaux.

DUREE DE LA MISSION :

• Quarante-cinq (45) jours ouvrables après la signature du contrat ;

LIEU DE LA MISSION :

• Brazzaville
La Cellule d'Exécution du Projet invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.). Les consultants peuvent se mettre en association pour augmenter leurs chances de qualification. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008 révisé en Juillet 2012 qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture de bureaux suivantes : 8h00 à 15h00 (heure locale : GMT+ 1)
Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard Lundi 19 Septembre 2016 à 12 heures 30 minutes GMT et porter expressément la mention « Formation des cadres et partenaires sur les Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) et sur le suivi et la mise en œuvre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) des projets énergétiques »
Cellule d'Exécution du Projet
À l'attention : Monsieur Geoffroy GANKOUE-DZON, Directeur de Projet
Immeuble des Mines et Energie (3ème étage bis), Place de la République (Ex Rond-point du CCF)
BP : 2120, Brazzaville
Tel: +242 05 565 67 77/ 06 98298 93
E-mail: perco13@yahoo.fr ; projetperco13@gmail.com.

COURS DU MARCHÉ

Pourquoi les boissons importées ont baissé de prix ?

Depuis quelques semaines, on constate une baisse considérable des prix des jus en boîte sur le marché national. De 500F, la boîte de 330ml toute marque confondue coûte actuellement 300 voire 250F. Cependant, certaines boutiques n'emboîtent pas encore le pas.



Abordés à ce propos, certains citoyens pensent que cette baisse considérable serait la conséquence logique de l'ouverture de la route Brazzaville-Pointe-Noire à partir de Yéh, localité située à plus de 45km au nord du pays. D'autres par contre, évoquent la

crise économique occasionnée par la chute des prix du pétrole sur le marché international. Contrairement aux impressions recueillies, le directeur général du Commerce Intérieur, Michel Kounga, a expliqué que cette baisse des prix est la conséquence de l'option de libéralisme du marché pris par le gouvernement congolais. « Actuellement, il y a plusieurs importateurs qui proposent différentes gammes produits. Certaines boissons sont même à importation libre. L'offre augmente face à la demande et la concurrence se faisant, les prix baissent », a-t-il déclaré. Signalons également que le marché national est envahi par des produits non déclarés à cause de la porosité de nos frontières notamment avec l'Angola créant ainsi, une concurrence déloyale avec la production nationale. « Pour y faire face, les services de la répression des fraudes travaillent nuit et jour. Mais il faut savoir qu'il est difficile de contrôler l'informel », a conclu Michel Kounga.

Outre les boissons, signalons que cette baisse de prix est de même remarquable au niveau des produits congelés et bien d'autres encore.

Lopelle Mboussa Gassia

INFRASTRUCTURES SANITAIRES

Le service de pédiatrie du CSI de Bétou dans un état piteux



Complètement délabré, le service de pédiatrie du Centre de santé intégré (CSI) de Bétou, dans le département de la Likouala, manque de lits, de matelas et d'autres matériels dignes pour un bon accueil des patients. Conséquences : tous les malades sont concentrés dans les autres services qui doivent leur existence en partie aux agences du système Nations unies œuvrant dans ce département, qui accueille de nombreux réfugiés, ainsi qu'à d'autres partenaires. Outre le problème d'équipement, ce CSI, dont les commandes par intérim sont tenues par un assistant sa-

Une vue du bâtiment abritant le service de pédiatrie ; crédit photo Adiac nitaire, connaît un déficit criant en personnel spécialisé.

« Le service de pédiatrie est dans un état piteux par rapport aux ressources que nous avons. Nous avons également un réel problème d'effectif du personnel. Les difficultés sont les mêmes : manque de lits, de matelas, etc. Or lorsqu'une personne est malade, si les conditions matérielles ne sont pas réunies, elle est psychologiquement abattue », expliquait un agent au début du mois de juillet.

Parfait Wilfried Douniama

IMPRIMERIE * DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



CULTURE DE PAIX

Maxence Ondongo s'implique pour la conscientisation des jeunes

L'Univers des Jeunes, une ONG de promotion et de protection juvénile dirigée par Maxence Ondongo, a observé le 12 août à Brazzaville, une marche de sensibilisation et d'éducation à la culture de paix.

Organisée en marge de la Journée internationale de la jeunesse, cette marche avait pour objectif de susciter dans chaque quartier, la création des cercles de réflexion des jeunes.

« Au moyen de ces cercles de réflexion, nous allons asseoir et discuter avec les jeunes pour nous faire une idée de leurs besoins. Nous voulons réinventer la solidarité. Nous ne voulons plus que les jeunes soient oisifs, nous souhaitons qu'ils apprennent les petits métiers lucratifs » a indiqué Maxence Ondongo.

La marche a débuté au rond-point Mikalou en passant par les avenues Tsiémé, Reine Ngalifourou et Trois martyrs pour prendre fin au rond-point Ebina, dans le sixième arrondissement de Braz-



Maxence Ondongo expliquant à la presse les motivations de la marche d'éducation à la culture de paix (adiac)

zaville. L'ONG Univers des Jeunes compte signer plusieurs partenariats avec les pouvoirs publics et les organismes de développement pour parfaire leurs initiatives.

« Nous ne voulons plus entendre que les jeunes délinquants tenant des armes

blanches ravissent des téléphones, de l'argent et des bijoux aux personnes fatiguées ou à leurs frères. Nous voulons leur faire comprendre que cela est contraire à nos valeurs ancestrales. Aujourd'hui on est jeune et demain on vieillira

qu'allons-nous léguer à nos petits frères ? », a ajouté Maxence Ondong.

Rappelons que la Journée internationale de la jeunesse est célébrée dans le monde entier le 12 août. En effet, le 17 décembre 1999, l'assemblée générale des Nations

unies a approuvé la recommandation de la Conférence mondiale des ministres de la Jeunesse tendant à faire du 12 août la Journée internationale de la jeunesse. Elle a recommandé que des activités d'information soient organisées afin que cette journée contribue à mieux faire connaître, particulièrement auprès des jeunes, le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà, adopté par l'assemblée générale en 1995.

L'objectif de cette journée est de promouvoir ou mieux de développer, entre autres, la conscience des jeunes en ce qui concerne le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà. Ce programme s'étale sur dix domaines prioritaires : éducation, emploi, famine, pauvreté, santé, environnement, usage abusif des drogues et autres stupéfiants, délinquance juvénile, loisirs sains, filles et jeunes femmes ainsi que la participation effective des jeunes dans la vie sociale et dans le processus de prise de décisions.

Fortuné Ibara

COLONIE DE VACANCES

Destinée Hermella Doukaga pense déjà à la prochaine édition

La ministre de la Jeunesse et de l'Education civique a confirmé, le 18 août au centre Aube-ville, situé à Madingou, la continuation dans les prochaines années, des éditions de la colonie des vacances en vue de mettre en œuvre l'action gouvernementale.

« Le programme de l'Etat qu'est la municipalisation accélérée prendra une autre connotation. Tant qu'il continuera, les moyens s'en suivront. Il n'y a pas de raisons que nous arrêtions cette merveilleuse activité qui est un moyen de conforter l'unité nationale auprès de nos enfants. D'ailleurs, la colonie de vacances est l'initiative du chef de l'Etat. Tant qu'il le voudra, nous serons avec lui pour l'exécuter », a indiqué la ministre Destinée Hermella Doukaga.

L'engagement du ministère à organiser chaque année une colonie de vacances a été aussi motivé par une recommandation formulée par les quatre cent-vingt-quatre enfants du Congo venus des douze départements du pays.

« Les coups de sifflets de chaque

étape de la journée nous ont inculqué la culture de gestion de temps surtout en période scolaire. Nous sommes très contents et fiers de vous pour avoir donné un modèle de vie à travers les gestes qui sauvent, les ateliers de coiffure, cuisine, musique, théâtre, poèmes, pharmacopée, et changé nos attitudes ainsi que nos comportements grâce à l'éducation aux valeurs civiques et morales », a indiqué Dieuveil Ibara, représentant des élèves du Congo.

Estimés être mieux encadrés par leurs animateurs, les enfants n'ont eu que des larmes aux yeux dès l'annonce de la fin de cette 4e édition de la colonie de vacances. L'émotion et la tristesse ont été comblés et se sont fait ressentir au moment où les enfants devraient regagner leurs familles respectives.

« Voyez bien, nous nous sommes habitués. On s'est fait des amis. Il fait bon vivre ici. Nous ne voulons plus repartir chez nous. Pourquoi ne pas continuer à rester ici jusqu'à une date ultérieure ? On mange



Cérémonie de levée des couleurs en présence de la ministre (adiac)

bien et on joue comme on veut. Ensuite on est surveillé à deux minutes près. Bref, la joie a été la chose la mieux partagée », a indiqué Arnaud Malonga.

La colonie de vacances est, en réalité pour les enfants, un moment d'intense brassage, de loisirs, d'éducation, de formation, de travail et d'intériorisation des acquis aux fins de les mettre en pratique. « En vingt et un jours, les enfants se sont aimés, ont cimenté

la solidarité et l'unité nationale. Ils se sont amusés et ont reçu une éducation complémentaire, non pas formelle à l'image de celle de l'école qui se veut contraignante et rigide, mais en toute souplesse tel que l'exige le repos de ces accueils », a commenté la ministre de la Jeunesse, Destinée Hermella Doukaga, qui s'affectionne de la colonie de vacances. Elle a toutefois ex-

horté ses collaborateurs au dévouement au travail et a encouragé les enfants à l'esprit du respect réciproque ; à l'amour de la patrie ; à l'effort intellectuel et au service de la communauté.

La ministre de la Jeunesse et de l'Education civique s'est illustrée par sa modestie, lors de la colonie de vacances, en partageant le repas avec les enfants et en jouant aux nzango, un sport féminin axé sur les pieds. « Il était important que je m'adapte au milieu en laissant un peu de côté ma veste de ministre. Il fallait une symbiose avec des enfants qui se souviendront toujours de leur maman », a signifié la ministre Destinée Hermella Doukaga.

Rappelons que malgré la crise financière qui touche déjà certains secteurs d'activités, la ministre de la Jeunesse s'est félicitée de l'apport financier et matériel des sociétés publiques, privées et ceux des organisations humanitaires privées dont la Fondation Edith Lucie Bongo Ondimba (Felbo) pour l'organisation heureuse de ces vacances.

F.I.



Vends maison située à 5 mn à pied de la gare et à 1h 15 de Paris Montparnasse;
Terrain 1320 m ; 4 ch, possibilité 3 ch supplémentaires
Prix 240 000 euros ; soit 158 millions de Fcfa
Tél 06 855 31 00



UNIVERSITÉ MARIEN- NGOUABI

Les nouveaux responsables installés dans leurs fonctions

La cérémonie d'intronisation du nouveau recteur de l'Université Marien- Ngouabi, Jean Rosaire Ibara et de ses deux vices-recteurs s'est déroulée le samedi 20 août au siège de ladite structure sous le patronage du ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua.

Deux temps forts ont marqué cette séance : la passation de services et de consignes des nouvelles autorités directoriales de l'Université Marien-Ngouabi (UMN), la remise des attributs et des dossiers au recteur entrant par son prédécesseur, ensuite le mot du recteur à la communauté universitaire, puis la présentation de l'équipe dirigeante par le ministre devant le corps professoral et administratif de l'UMN.

Dans son discours bilan, le recteur sortant par intérim, Paul Louzolo Kimbembe, qui a passé dix mois à la tête de cette structure, a souligné le sentiment de fierté qui l'anime au moment où il quitte ce poste si prestigieux. Retraçant les grandes lignes qui ont jalonné son parcours à la tête de l'UMN, Paul Louzolo Kimbembe a remercié les autorités du pays, particulièrement le président de la République de lui avoir ainsi témoigné de sa

confiance.

Le passage du désormais ex-recteur a été essentiellement marqué par des efforts consentis pour garder le cap malgré une période difficile jalonnée de «grèves intempestives», Prenant la parole, le recteur entrant, Jean Rosaire Ibara a exprimé sa reconnaissance à l'endroit du ministre et du chef de l'Etat pour la confiance qu'ils ont voulu bien placer en sa modeste personne, « *J'espère pouvoir être à la hauteur* », a-t-il ajouté.

Dans son discours de présentation, le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a livré son message en évoquant quelques défis épars. « *L'UMN s'engage désormais dans un nouveau paradigme pas seulement pour donner des emplois, mais aussi former des entrepreneurs. Le temps est venu pour l'UMN d'entrer enfin dans l'ère du tout numérique. Il n'y a aucune évolution possible de l'université sans que le message soit totalement intégré à l'ensemble de l'organisation non seulement administrative, mais aussi académique du développement* ».

Pour rappel, c'est en sa réunion du 12 août dernier que le Conseil des ministres avait pro-

cedé à trois nominations au titre du ministère de l'Enseignement supérieur, donnant ainsi suite à une réorganisation de l'UMN qui devrait dorénavant être placée sous l'autorité d'un recteur assisté de deux vice-recteurs. Au terme de ces nominations M. Jean Rosaire Ibara, professeur titulaire, jusque-là doyen de la Faculté des sciences de la santé, a été nommé recteur de l'Université Marien Ngouabi.

M. Jean Maurille Ouamba, professeur titulaire et doyen de la Faculté des sciences a été élevé à la fonction de vice-recteur, chargé des affaires académiques, alors que M. Paul Louzolo Kimbembé, professeur titulaire, jusque-là vice-recteur et recteur par intérim, devenait vice-recteur, chargé de la recherche et la coopération.

Cette cérémonie d'installation placée sous la présidence du ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a connu la présence du représentant du 1er ministre chef du gouvernement, du directeur de cabinet du ministre de tutelle, des chefs d'établissement, vice-doyens et directeurs adjoints, directeurs centraux ainsi que des représentants des travailleurs et des étudiants.

Guillaume Ondzé

ANGOLA

Le MPLA recommande la mobilisation du peuple pour remporter les prochaines élections

Le VII^e congrès ordinaire du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), tenu du 17 au 20 août, a réélu Eduardo Dos Santos à la présidence de ce parti au pouvoir, avec 99% des voix.

Cela signifie que si le MPLA remporte les élections législatives de l'année prochaine, Eduardo Dos Santos continuera à diriger l'Angola. Pourquoi ? parce que la Constitution angolaise ne prévoit pas d'élection présidentielle au suffrage universel, mais stipule que le président du parti vainqueur des législatives devient automatiquement chef de l'Etat.

En mars dernier, Jose Eduardo dos Santos avait affirmé qu'il quitterait la vie politique en 2018. Malgré cela, certains analystes qui ont requis l'anonymat estiment qu'il sera candidat à sa propre succession à la présidentielle de 2017, étant donné qu'il a été reconduit à la tête de son pays. Outre la réélection du président du parti, les participants ont recommandé une grande mobilisation pour mieux préparer les échéances électorales prochaines. Il s'agit, entre autres, d'accorder une attention particulière à la société civile, de manière à ce qu'elle puisse participer aux tâches et autres défis politiques qui s'annoncent.

Le MPLA a, en outre, appelé au renforcement de l'action parlementaire de ses députés auprès de l'électorat

pour une meilleure connaissance des problèmes réels auxquels sont confrontées les communautés. Quant à l'Exécutif, il a été encouragé à poursuivre des actions visant à « *renforcer la capacité institutionnelle, comme une condition fondamentale pour un développement plus harmonieux et intégral du pays* ». En ce qui concerne les femmes et les jeunes, les délégués ont recommandé la promotion continue des actions visant à les promouvoir dans les organes et les organismes du parti et de l'Etat. Durant le congrès, le président Eduardo Dos Santos a plaidé pour une justice plus proche des citoyens où leurs droits sont réellement respectés. Il a annoncé la réforme de la justice et souligné la séparation plus rigoureuse des pouvoirs.

Plusieurs délégations de partis amis ont assisté au congrès du MPLA. Il s'agit, entre autres, des représentants de Sao Tomé e Principe, de la Guinée Bissau, du Portugal, de l'Ethiopie, de la Chine, de la Corée. Il faut citer également ceux en provenance de la Namibie, du Botswana, du Congo, de la République démocratique du Congo, du Vietnam, du Brésil, de la Guinée-Conakry et de Cuba.

Eduardo Dos Santos dirige l'Angola depuis 1979. Quant au MPLA, il est arrivé au pouvoir en 1975, lorsque l'Angola a acquis son indépendance du Portugal, sous la houlette d'Antonio Agostinho Neto.

Nestor N'Gampoula



AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT

(SERVICES DE CONSULTANTS INDIVIDUEL)



République du Congo
Ministère de l'économie forestière, du développement durable et de l'environnement
Centre National d'Inventaires et d'Aménagement des ressources Forestières et Fauniques
CNIAF

Projet d'Inventaire Forestier Multi Ressources en vue de l'élaboration

Secteur : Environnement

Référence de l'accord de financement : Don n° : 5650155001151

N° d'Identification du Projet : P-CG-C00-035

AMI N° : N° 01/AMI/IFN/CNIAF/2016

Le Gouvernement de la République du Congo (CG) a reçu un financement du Fonds Africain de Développement (FAD) afin de couvrir le coût du Projet d'Inventaire Forestier Multi Ressources et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce don pour financer le contrat de prestations de services d'un consultant individuel/expert international à recruter pour appuyer le projet dans le processus d'élaboration du plan d'affectation des terres en République du Congo.

Les services prévus au titre de ce contrat comprennent les prestations suivantes :

- (1) l'établissement d'un diagnostic global de l'état actuel et prévisible de l'utilisation des terres ;
- (2) la définition des responsabilités et tâches des parties prenantes impliquées ;
- (3) l'amélioration des Termes de référence du groupe de travail et de la feuille de route ;
- (4) l'identification des cartes sectorielles et trans-sectorielles à réaliser / Production des cartes thématiques et de banque de données géo-référencée ;
- (5) la facilitation de la mise en œuvre de la feuille de route ;
- (6) le développement du processus de concertation et d'aide à la décision / facilitation de la synergie avec les parties prenantes ;
- (7) le développement du processus de concertation et d'aide à la décision ;
- (8) la facilitation de la réalisation des Travaux de terrain et l'analyses socio-économiques au niveau des sectorielles ;
- (9) le développement et l'analyse de différents scénarios de zonage en concertation avec les instances de décision ;
- (10) la supervision du rapport de processus d'élaboration des terres ;
- (11) l'identification des formations nécessaires aux parties prenantes aux processus et ;
- (12) la facilitation de l'organisation des réunions de concertation avec les parties prenantes dans les douze départements du Congo.

La Coordination du projet « CNIAF », ci-après dénommée « l'Organe d'Exécution » (OE) invite les Consultants à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits

ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (Lettre de motivation et de disponibilité du consultant, Curriculum Vitae indiquant leur expérience antérieure pertinentes et leur connaissance du contexte local (langue, culture, système administratif, organisation gouvernementale), les diplômes requis et attestations de formations complémentaires.

Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, Edition de Mai 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires à l'adresse mentionnée ci-dessus aux heures suivantes d'ouverture de bureaux : du lundi au vendredi de 07h00 à 14h00, heure locale (TU+ 1) :

Cité Emile BIAYENDA (Zone de la Pate d'Oie), derrière le Tennis Club, dans l'enceinte du bâtiment de l'ex Projet PAGEF. A côté de la Direction Générale de l'environnement Brazzaville / République du Congo. Tél. : (+ 242) 06.624.73.44 / 04.436.26.24

E-mail : secretariatcniac@gmail.com

Les dossiers de candidatures doivent être déposés à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le 05 Septembre 2016 à 12h00, heure locale (TU+ 1) et porter expressément la mention « PROJET IFN – Recrutement d'un consultant individuel Expert international pour l'élaboration du plan national d'affectation des terres en République du Congo ».

Jean Claude BANZOUZI

Coordonnateur



ZWA AIRTEL MONEY NDEKO PO OBONGA

Airtel Money NDEKO,
le service de prêt d'argent rapide

Compose *128*2*7#



AG Partners



Désormais grâce au **SENSO'GUEPARD**
Protégez votre maison, bureau, magasin ...
Depuis votre téléphone mobile!!

Contacts: 06 901 12 12 | 05 660 41 41 | info@axartechnologie.cg



CÔTE D'IVOIRE

L'Elysée et Bercy pas sur la même longueur d'onde pour une deuxième annulation de la dette

La Côte d'Ivoire n'envisage pas un 3^e Contrat désendettement développement.

D'un montant de 730 milliards FCFA, le 2^eme contrat désendettement développement (C2D) couvre la période 2014-2020. Le président ivoirien, Alassane Ouattara, compte faire annuler auprès de la France le reliquat de la dette de 1310 milliards de FCFA à la fin du 2^eme C2D.

En séjour en France, Alassane Ouattara va relancer le dossier de l'annulation de la créance auprès du président François Hollande. Si l'Elysée semble ouvert à la discussion, Bercy s'oppose. Il se murmure qu'« une annulation sèche » de la dette ivoirienne aggrave le déficit public français. Bercy s'appuie sur la convergence imposée par l'Union européenne (UE) et un récent effort fait en 2012, annulant 600 milliards FCFA après le point d'achèvement de l'initiative PPTE. La Côte d'Ivoire est le 2^e pays d'Afrique francophone, après le Cameroun, où Paris implémente son nouveau mode de coopération. L'Etat africain se doit d'honorer sa dette via une banque régionale, la Bcéao pour l'Afrique de l'Ouest, la Béac pour l'Afrique centrale. Le remboursement effectif, Paris reverse le montant correspondant sous forme de dons à des programmes de lutte contre la pauvreté retenus d'un commun accord avec le pays.

L'objectif du mécanisme est de s'assurer que les marges financières dégagées par les annulations de dette sont fléchées vers les secteurs prioritaires de la stratégie de lutte contre la pauvreté. A l'Agence française de développement (AFD), on explique que ce mécanisme constitue une opportunité pour contribuer à réduire durablement la dette, surtout pour les pays dont la dette d'APD (Aide publique au développement) française est la plus importante.

Le C2D a été l'un des moteurs de la relance économique et de la construction de la Côte d'Ivoire, après dix ans de crise ponctuée par la période post-électorale, permettant de résoudre plusieurs préoccupations des populations, telles que l'accès à l'eau potable, l'éducation- la formation-l'emploi, l'accès à l'électricité et aux soins de santé.

Noël Ndong

SOUDAN DU SUD

L'Unicef craint un nouveau pic dans le recrutement d'enfants soldats

De nouveaux enfants ont été recrutés cette année pour participer aux combats entre l'armée et la rébellion au Soudan du Sud. Face à l'augmentation de leur nombre, « l'Unicef craint la possible imminence d'un nouveau pic dans le recrutement d'enfants soldats »

« Les différents groupes recrutent, il y a une mobilisation dans certaines zones reculées (...), car les gens craignent une escalade de la violence », a déclaré le 19 août Justin Forsyth, directeur exécutif adjoint de l'Unicef. « Ils profitent de cette situation pour recruter de très jeunes gens », a-t-il fait remarquer, ajoutant que plus de 650 enfants soldats ont été recrutés depuis le début de l'année.

Pour ce qui est de la période de la guerre civile débutée en décembre 2013, l'Unicef a dénombré le recrutement de 16.000 enfants soldats. Les deux camps se sont affrontés depuis lors en raison de dissensions politico-ethniques alimentées par les rivalités entre le chef de la rébellion Riek Machar et l'actuel chef de l'Etat Salva Kiir.

Dans un communiqué, l'Unicef

a appelé « à l'arrêt immédiat du recrutement d'enfants et la libération sans condition de ceux qui l'ont été par des groupes armés ». « Des enfants continuent d'être recrutés et utilisés par des groupes armés malgré les engagements politiques en vue de mettre un terme à cette pratique », a déploré Justin Forsyth, qui a fait savoir que ces recrutements ont eu lieu dans un contexte de malnutrition généralisée et de risques de famine dans certaines zones du pays. Le Fonds de l'ONU pour l'enfance a en outre, signalé que 13.000 enfants sud-soudanais sont portés disparus alors que 250.000 d'entre eux souffrent d'une « grave » malnutrition.

Hormis cela, l'Unicef a appelé les deux camps adverses à l'arrêt de « l'utilisation systématique du viol, de l'exploitation sexuelle et de l'enlèvement comme arme de guerre ». Cet appel vient à point nommé puisque la guerre au Soudan du Sud est marquée par des atrocités attribuables aux deux camps. L'ONU estime qu'elle a déjà fait des dizaines de milliers

de morts et quelque 2,5 millions de déplacés. Un accord de paix avait été signé en août 2015, mais les combats n'ont depuis jamais vraiment cessé dans ce pays indépendant depuis 2011. Le mois dernier, des affrontements de quatre jours à l'arme lourde dans la capitale Juba, entre forces loyales à Salva Kiir et les hommes de Riek Machar, ont fait craindre un retour à la guerre dans l'ensemble du pays. L'ampleur des combats a poussé le contingent des ex-rebelles, en infériorité numérique et moins bien armé, à se retrancher dans une zone rurale, avec leur chef, Riek Machar, qui a été remplacé au poste de vice-président par son ancien allié, Taban Deng Gai. Ce qui l'a contraint à fuir ces derniers jours en République démocratique du Congo. Rappelons que le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé récemment le déploiement de 4.000 soldats supplémentaires. Ces nouveaux Casques bleus vont rejoindre 13.500 autres se trouvant déjà dans le pays, mais ils attendent toujours le feu vert de Juba.

Nestor N'Gampoula

TOTAL
COMMITTED TO BETTER ENERGY

TOTAL E&P CONGO

Présente

10ème édition

KERMESSE

SIDA Vacances

Du 22 août au 4 septembre 2016

Tchiamba Nzassi

16h00

Animations
Jeux Saints
Espace divertissements
Concours de danse
etc.

Entrée Gratuite

KERSIVAC
KERMESSE SIDA VACANCES

UNICEF

Le groupe des Universités d'Etat de Russie - RACUS en association avec le Centre culturel russe à Brazzaville et le Consulat Honoraire de Russie à Pointe-Noire vous invitent à



ETUDIER EN RUSSIE

HAUTE QUALITE • PRESTIGE • RECONNAISSANCE MONDIALE

Médecine générale (en français et en russe); Pharmacie (en français et en russe); Médecine dentaire (en français et en russe); Médecine vétérinaire (en anglais et en russe); Pétrole et gaz (en anglais et en russe); Agronomie (en anglais et en russe); Génie civil (en anglais et en russe); Génie mécanique (en anglais et en russe); Géologie; Génie des mines; Technologie des procédés de transport; Sciences économiques; Gestion; Architecture; Télécommunication; Informatique; Aviation; Construction navale et navigation maritime et plus de 500 filières médicales, techniques, économiques et humaines dans plus de 20 meilleures universités.

LES INSCRIPTIONS SONT OUVERTES!

WWW.EDURUSSIA.RU

Frais d'études et d'hébergement:
de 2500 à 3500
dollars américains par an

Adresses pour les inscriptions:

à Pointe-Noire
Avenue Moe Telli, Centre - ville,
Arr. 1 Lumumba (Rond - point Davum)
Tel: +242 055005560; 044806918

à Brazzaville
Centre culturel russe de Brazzaville,
Avenue Amilcar Cabral
(à côté de Casino, ex-Score)
tél.: 22.281.19.22, port.: 06.664.62.95

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN



LES DÉPÊCHES DU CONGO

EDITION INTERNATIONALE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr | www.adiac-congo.com

RETROUVEZ VOTRE ÉDITION INTERNATIONALE



Brazzaville
Kinshasa

DISPONIBLES À PARIS

OÙ TROUVER VOTRE QUOTIDIEN ?

- Kiosque Place Clichy (face Quick) au 7, Place de Clichy 75017 Paris
- Kiosque Mémilmontant au 139, bd de Mémilmontant 75011 Paris
- Kiosque face au Fouquet's 99, av. des Champs Élysées 75008 Paris
- Kiosque Porte de Clignancourt au 77, bd d'Ornano 75018 Paris
- Kiosque au 27 avenue Hoche 75008 Paris
- Kiosque sortie métro Barbès Rochechouart 75010 Paris

Abonnez-vous par mail : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

**UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT**

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

www.lesdepechesdebrazzaville.fr

APPEL D'OFFRE DE UNITED BANK FOR AFRICA CONGO

UNITED BANK FOR AFRICA CONGO lance un appel d'offre aux entreprises de nettoyage professionnel de bâtiments (bureaux).

Le dossier à fournir sous pli fermé avant ou au plus tard le 26 août 2016 devra comprendre :

- Une déclaration d'intention à soumissionner adressée à Monsieur le Directeur Générale d'UBA Congo;
- Un dossier fiscal ;
- Un plan tarifaire.

Les entreprises désireuses de soumissionner devront faire parvenir leur pli à l'adresse suivante :

37 avenue William Guynet, face Rond Point City Center, centre ville Brazzaville, République du Congo.

AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 002T/SNE/DGPD/CGMP/2016

Objet : Révision d'un groupe du barrage d'Imboulou.

1. Dans le souci de garantir l'exploitation de l'ensemble des groupes du barrage hydroélectrique d'Imboulou, la Société Nationale d'Electricité (SNE) a résolu de procéder à une révision de l'un de ses groupes. A ce titre, elle a l'intention de financer sur fonds propres les travaux de « révision du groupe numéro 4 du barrage hydroélectrique d'Imboulou ».
2. A cet effet, elle sollicite des offres sous pli fermé de la part de candidats éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir ce matériel. La liste exhaustive des fournitures est contenue dans le dossier d'appel d'offres (bordereau descriptif et quantitatif).
3. La passation du Marché sera conduite par Appel d'offres ouvert à tous les candidats éligibles.
4. Les candidats intéressés peuvent se renseigner sur le dossier d'appel d'offres à l'adresse mentionnée ci-après : Cellule de Gestion des Marchés, 2ème étage de l'immeuble du siège social de la SNE de 08h00 à 17h00. Ils peuvent également s'en procurer à l'adresse mentionnée ci avant, contre un paiement non remboursable de 300 000 F CFA, payable en espèce.
5. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard le 19 Septembre 2016 à 13h00 et seront ouvertes le 19 Septembre 2016 à 14h00 en présence des représentants des candidats qui le souhaitent à l'adresse ci-après : salle des réunions de l'immeuble du siège social de la SNE, sise 4ème étage. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Une garantie d'offres, d'un montant de trois millions (3 000 000) F CFA est requise. Les offres devront demeurer valides pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de soumission et être adressées à l'attention de Monsieur Louis KANOHA ELENGA, Directeur Général Président du Directoire corneilleobonga@yahoo.fr; amourespoirabe@yahoo.fr, Tél : 222 81 06 58 / 242 05 538 08 02 / 242 06 688 88 58 / 242 05 588 88 58.

**Le Directeur Général
Président du Directoire,**

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 2, 4^e journée

Malgré la titularisation de Clevid Dikamona et de Bruce Abdoulaye (l'axe de la défense pour le premier et le flanc gauche pour le second), Bourg-en-Bresse coule sur la pelouse de l'AC Ajaccio (1-3). Sur le second but corse, Abdoulaye est pris de vitesse par Nouri et Dikamona ne parvient pas à empêcher Chaïbi de pousser le cuir au fond des filets.

Sans Chris Malonga et Yven Moyo, blessés, Laval s'incline à domicile face au Gazelec d'Ajaccio (0-1).

Sans Ladislav Douniama, non retenu, Strasbourg est tenu en échec à La Meinau par Nîmes (1-1).

Sans Hardy Binguila et Charlevy Mabiala, laissés à disposition de la réserve, Auxerre chute sur son terrain face à Clermont (0-1).

Randi Goteni n'était pas dans le groupe de Troyes, vainqueur 3-1 au Havre.

Fernand Mayembo n'était pas dans le groupe de Niort, largement défait à domicile par Tours (1-4).

Au classement, Strasbourg est 3^e avec 8 points, devant Troyes, 7^e avec 6 points. Dans la seconde partie de tableau, Auxerre, 13^e avec 4 points, devance Laval, 16^e avec 2 points. En bas de la hiérarchie, Niort est avant-dernier avec 2 points et Bourg-en-Bresse ferme la marche avec 1 point.

Ligue 2, 4^e journée

Malgré la titularisation de Clevid Dikamona et de Bruce Abdoulaye (l'axe de la défense pour le premier et le flanc gauche pour le second), Bourg-en-Bresse coule sur la pelouse de l'AC Ajaccio (1-3). Sur le second but corse, Abdoulaye est pris de vitesse par Nouri et Dikamona ne parvient pas à empêcher Chaïbi de pousser le cuir au fond des filets. Sans Chris Malonga et Yven Moyo, blessés, Laval s'incline à domicile face au Gazelec d'Ajaccio (0-1).

Sans Ladislav Douniama, non retenu, Strasbourg est tenu en échec à La Meinau par Nîmes (1-1).

Sans Hardy Binguila et Charlevy Mabiala, laissés à disposition de la réserve, Auxerre chute sur son terrain face à Clermont (0-1).

Randi Goteni n'était pas dans le groupe de Troyes, vainqueur 3-1 au Havre.

Fernand Mayembo n'était pas dans le groupe de Niort, largement défait à domicile par Tours (1-4).

Au classement, Strasbourg est 3^e avec 8 points, devant Troyes, 7^e avec 6 points. Dans la seconde partie de tableau, Auxerre, 13^e avec 4 points, devance Laval, 16^e avec 2 points. En bas de la hiérarchie, Niort est avant-dernier avec 2 points et Bourg-en-Bresse ferme la marche avec 1 point.

Camille Delourme

35^e COUPE DU CONGO

L'AC Léopards dédie son trophée à Rudy Guelord Bhebey Ndey

La victoire en finale de la Coupe du Congo de l'AC Léopards à Madingou est la première finale que les vert et blanc gagnent sans leur capitaine, Rudy Guelord Bhebey Ndey. En signe de reconnaissance, les dirigeants de ce club lui ont dédié le trophée de cette 35^e édition

« C'est aussi un moment pour moi, de dédier ce trophée à notre capitaine, Guelord Bhebey Ndey, à tous les supporters de l'AC Léopards disséminés à travers la République ou ailleurs », a déclaré Rémy Ayayos Ikounga. Le président des Léopards s'est montré donc confiant sur l'amélioration de la santé de son protégé. « Je peux vous dire avec un peu d'assurance et avec plus de courage que Rudy Guelord Bhebey Ndey se porte largement mieux. Il communique avec nous tous les jours. Il suit les matches. Il suit l'évolution de l'équipe. Sa santé s'est largement améliorée, même

s'il n'est pas encore au niveau où il devra être », a-t-il commenté.

Pour mémoire, l'emblématique capitaine de l'AC Léopards a été évacué le 17 août 2015 en France. Il s'était grièvement blessé le 26 juillet 2015 au Caire lors du match opposant les Fauves du Niari au Zamalek dans le cadre de la troisième journée des matches de poules de la 12^e édition de la Coupe africaine de la Confédération, payant ainsi le prix de son engagement. L'international congolais était tombé par la tête après un saut, en tentant d'éviter le gardien de Zamalek. Depuis lors, le président de l'AC Léopards avait fait du rétablissement de son capitaine l'une de ses priorités. Il a mobilisé les moyens conséquents pour l'évacuer en France sur recommandation des médecins égyptiens qui le lui avaient conseillé. Il

s'agissait pour les médecins égyptiens d'évacuer Guelord Bhebey Ndey dans un centre plus performant.

Rémy Ayayos Ikounga a saisi l'occasion de sa rencontre avec la presse pour passer le message suivant : « Nous remercions chaque jour le seigneur. Car c'est lui qui nous fait cette grâce. J'invite de ce fait, le public des Léopards de continuer à avoir une pensée pieuse pour lui. »

Les supporters des Fauves du Niari n'arrêtent eux aussi pas de louer leur Dieu afin que la volonté divine fasse des miracles de sorte que Guelord Bhebey Ndey revienne au mieux de sa forme. C'est ce qui justifie assurément la présence dans les tribunes, d'un gigantesque poster à l'effigie de Guelord Bhebey Ndey sur lequel est écrit : « De tout cœur avec notre capitaine ». Et que le seigneur fasse donc !

James Golden Eloué

GÉORGIE

Romarc Etou s'engage pour 2 ans avec le FC Dila Gori

Après deux saisons et demie en Israël, au Beitar Tel Aviv (2^e division), Romarc Etou met le cap sur la première division géorgienne. Le latéral polyvalent s'est engagé pour deux ans en faveur du FC Dila Gori. Son contrat, signé le 7 août, devrait être homologué rapidement. « J'avais un problème de visa qui est désormais réglé. Cela a retardé mon arrivée, mais je suis attendu mardi prochain et je pense être qualifié mercredi », a expliqué l'international Espoirs congolais. Le championnat a débuté le 13 août et Dila Gori compte une victoire en un match. Notons que le FC Dila Gori est champion en titre et a été éliminé au 1^{er} tour des élimina-



toires de la Ligue Europa par les Arméniens de Shirak.

C.D.

Djason philosophe
The winner, o vencedor, el caliente
& SUPER NKOLO MBOKA

En spectacle SHOW acoustique tous les samedis
à partir de 16h00 au Resto-bar MASSALA
25 bis rue HAOUSSAS Rond point Poto-poto

☎ +242 06 948 19 26 ✉ djasonphilosophe3@gmail.com 📍 Djason philosophe 📱 Djason philosophe

FÉDÉRATION CONGOLAISE DE TAEKWONDO

La Fecotae innove avec la mise en ligne d'un portail web

www.taekwondocgbrazza.org

La Fecotae fait sa grande entrée sur le web. Sur le site les sportifs et sympathisants peuvent s'informer sur les activités de Taekwondo. Il offre également les espaces pour les annonceurs qui voudraient faire de la publicité. En dehors du site, l'E-mail de la fédération est : fecotae.cg@gmail.com et la Fédération Congolaise de Taekwondo comme page Facebook.

Actualités Taekwondo au Congo Brazza
Suivez toute l'actualité relative au Taekwondo au Congo Brazzaville.

FÉDÉRATION CONGOLAISE DE TAEKWONDO
NOS DIABLES ROUGES
« Le Pays d'Abord »

LIBÉRATION DES PRISONNIERS POLITIQUES ET D'OPINION

Les premiers signaux de décrispation sont là

Officiellement, vingt-quatre personnes devraient retrouver une liberté provisoire ou complète dans les prochains jours, selon une décision de l'autorité judiciaire.

Lentement mais sûrement, le ciel politique est en train de s'éclaircir. La dernière décision prise par le gouvernement, le 19 août, via le ministre de la Justice, Alexis Thambwé Mwamba, visant la libération de vingt-quatre détenus politiques censés retrouver une liberté complète ou provisoire, tient toujours la une de l'actualité. Cette mesure de libération des prisonniers politiques ou d'opinion, décidée après concertation entre l'exécutif national et les différents services concernés, va dans le sens d'apaiser les tensions politiques à l'approche du dialogue national.

C'est de cette manière que le gouvernement justifie cette série de libération qui fait partie des mesures de décrispation sur lesquelles martelait encore hier l'opposition au point de

les conditionner à sa participation au dialogue. C'est donc sur la base de la liste transmise au gouvernement par l'opposition pure et dure aujourd'hui incarnée par la plate-forme « Rassemblement » par l'entremise de la délégation de l'Union européenne que cette option a finalement été levée. Pour le pouvoir, c'est une main tendue vers l'opposition dont les exigences sont rencontrées à travers ces libérations saluées par certains leaders politiques pendant que d'autres continuent d'émettre des réserves poussant le gouvernement à faire un peu plus.

Dans le lot des prisonniers connus éligibles à cette libération imminente, l'on peut citer les deux activistes Fred Bauma et Yves Makwambala respectivement membres des mouvements citoyens Lucha et Filimbi, arrê-

tés le 15 mars 2015 à Kinshasa lors d'une rencontre internationale sur la bonne gouvernance en Afrique. Le militant de la société civile, Christopher Ngoy Mutamba, arrêté en janvier 2015 dans la foulée des manifestations contre un troisième mandat de Joseph Kabila est aussi concerné par ces mesures, sans oublier Jean-Marie Kalonji, président du mouvement « *Il est temps RDC-Quatrième voie* ». Cependant, deux opposants de renom ne figurent pas sur la liste des bénéficiaires de cette mesure de libération des détenus politiques. Il s'agit d'Eugène Diomi Ndongala arrêté en 2014 et de Jean Claude Muyambo arrêté lors des émeutes de janvier 2015 contre la révision de la loi électorale. Leurs noms auraient été enlevés sur la liste initiale de vingt-six noms transmise à qui de droit, apprend-on. Et pour cause ? À en croire le ministre de la Justice, les deux opposants dont l'un est proche d'Étienne

Tshisekedi et l'autre de Moïse Katumbi ne sont pas concernés par cette mesure pour la simple raison que la nature de leurs infractions (viol et escroquerie) n'entre pas dans le critérium tel que fixé. Il y aurait dans ces cas-là, d'après Alexis Thambwé Mwamba, plusieurs prétendants à l'élargissement et « *cela pourrait choquer l'opinion publique* ».

En attendant la réaction officielle du « Rassemblement » sur ce que l'on peut considérer comme un appel de pied du gouvernement à son endroit, certaines langues se délient déjà et pensent que ce n'est pas assez. Faisant fi des explications du ministre de la Justice, elles continuent d'exiger la libération d'Eugène Diomi Ndongala et de Jean Claude Muyambo tout en dénonçant le montage judiciaire grossier qui justifie leur incarcération. Bien plus, une autre frange de l'opposition continue d'attendre la réponse du gouver-

nement quant à sa revendication relative à la levée des poursuites contre l'un des principaux candidats à la présidentielle Moïse Katumbi, ex-gouverneur du Katanga. Cette opinion est d'avis que le gouvernement n'a pas du tout vidé le cahier des charges et les préalables de l'opposition. Enfin, dans la foulée des mesures de décrispation prises par l'autorité judiciaire, il faudrait aussi ajouter la réouverture de deux médias de l'opposition, en l'occurrence Canal Kin-Télévision, proche de l'opposant Jean-Pierre Bemba, et de Canal Futur, proche de l'opposant Vital Kamerhe. L'on croit savoir qu'avec ces mesures, le gouvernement vient de répondre favorablement aux conditions posées par l'opposition quant à sa participation au dialogue. Pas sûr cependant que lesdites mesures suffisent à elles seules à débloquent l'impasse politique actuelle.

Alain Diasso

DIALOGUE

Le parti Conadé appelle Edem Kodjo à se retirer

Dans une lettre-interpellation signée le 18 août de la main de son président, Moïse Moni Della, ce parti politique de l'opposition, qui rappelle au Togolais ses échecs dans ses différentes interventions dans des conflits dans des pays africains, vient de faire part de son adhésion à la position du Rassemblement de l'opposition relative à la récusation du Togolais en qualité de facilitateur du dialogue politique attendu en RDC.

Dans une lettre ouverte écrite au facilitateur désigné par l'Union européenne pour la dialogue attendu en RDC, Edem Kodjo, le parti politique Conservateurs de la nature et démocrates, Conadé, lui a rappelé que l'initiative du dialogue tire sa source aux deux événements malheureux qui ont perturbé la quiétude de tout un peuple, jusqu'à provoquer mort d'hommes en RDC. IL s'agit, selon cette formation politique, de la rébellion du M23 dans l'est du pays et le « *hold-up électoral orchestré par le pouvoir en place qui a privé la victoire au président Tshisekedi et, par ricochet, à tous ceux qui aspirent au changement en RDC* ». La communauté internationale par l'entremise des accords d'Addis-Abeba ainsi que les résolutions 2098-2277 du Conseil de sécurité des Nations unies appelant au dialogue et au respect du délai constitutionnel, a souligné Conadé, s'est accordée pour une convocation du dialogue politique dont l'objectif principal est de créer la cohésion nationale susceptible de juguler la crise de légitimité à répétition en RDC et de permettre au peuple congolais d'accéder à un régime stable avec un leadership fort.

La position du Rassemblement

Conadé note, à l'attention du facilitateur, que fidèle à la position du Rassemblement, il n'était pas prêt à accepter toutes manœuvres dilatoires d'où qu'elles viennent afin de mettre en moule la lutte menée par le peuple de voir le passage civilisé au pouvoir entre le président sortant et entrant en RDC. Ce qui l'amène à se poser des questions sur le respect des résolutions qui seront prises à l'issue du dialogue attendu au pays. « *Notre parti se demande si le président Joseph Kabila qui ne respecte pas la Constitution respectera les accords qui seront issus de ce dialogue* », s'est dit cette formation politique qui a appelé l'Union africaine (UA) à cesser d'être assimilée au syndicat des dictateurs africains qui arrivent au pouvoir d'une manière anti-démocratique et qui n'ont aucune considération à l'endroit de leur peuple. Ils utilisent l'UA, a regretté cette formation politique, pour se soutenir en se cramponnant au pouvoir.

Tout en restant prudent et vigilant, le Conadé dit réitérer la position du Rassemblement à travers ses préalables de sa participation au dialogue qui tournent autour de la libération des détenus politiques, l'ouverture des médias de l'opposition fermés, de l'arrêt des poursuites judiciaires à l'endroit de son candidat à la présidence de la République, Moïse Katumbi. Mais, pour ce parti, le dialogue serait hors sujet étant donné que « *les mesures de décrispation du climat politique exigées par l'opposition à Joseph Kabila ne sont pas prises en compte et qu'au contraire celui-ci plonge curieusement dans les dérives totalitaires et arbitraires* ».

Question de confiance

Rappelant à Edem Kodjo son passé, ce parti note qu'il ne s'agissait pas, en RDC, d'un problème de sciences, d'expérience, de compétence ou de valeurs que le Conadé lui reconnaît mais plutôt d'un problème de confiance sans laquelle il lui serait impossible d'imposer sa médiation. « *Il serait souhaitable d'en tenir compte et vous éviterait de porter le chapeau des dégâts collatéraux qui découleraient de l'explosion de cette crise* », a insisté ce parti politique, qui justifie également sa position par le fait qu'il se rappelle de sa mauvaise gestion de la crise entre le Maroc et le Sahara occidental sous sa présidence de l'OUA qui a coûté le retrait du Maroc de l'organisation.

« *En outre, dans votre parcours de facilitateur dans plusieurs pays africains, vous avez toujours démontré votre incapacité à décriper les crises politiques. Nous citerons le cas du Burundi où vous n'avez pas réussi à mettre au tour d'une table les deux camps protagonistes. Ce qui nous pousse à vous demander de tirer toutes les conséquences qui en découlent et vous prie d'avoir l'élégance de vous retirer pour la bonne et simple raison que votre attitude est, à notre avis, dépourvue de neutralité tant souhaitée par l'ensemble de la classe politique* », a conclu le Conadé, qui a noté qu'en gestion des conflits, le principe démontre que dès lors qu'une partie retire sa confiance au médiateur, il n'est pas honorable que celui-ci s'y accroche de peur de donner l'impression d'être corrompu par un camp au conflit.

Lucien Dianzenza

Edem Kodjo prêt à convoquer le comité préparatoire

Les assises proprement dites pourraient commencer avant la fin du mois d'août, sinon au plus tard vers mi-septembre, se convainc le facilitateur.

dans son ensemble à faire preuve de dépassement et à « *donner une chance à la recherche d'une solution consensuelle à la situation actuelle que connaît la RDC conformément à la Constitution,*



Edem Kodjo prêt à convoquer le comité préparatoire

Les dernières mesures gouvernementales portant libération d'une belle brochette des prisonniers politiques et d'opinion ont contenté le facilitateur désigné par l'Union africaine pour le dialogue national inclusif, Edem Kodjo, tel que cela transparaît dans son communiqué publié à effet. Tout en félicitant l'autorité politique congolaise pour ce geste qui contribue à la décrispation du climat politique, il estime que cela crée des conditions propices au lancement du processus du dialogue national.

C'est dans cet ordre d'idées que l'ex-premier ministre togolais invite la classe politique congolaise

à la Résolution 2277 des Nations Unies et aux attentes du peuple congolais.

Convaincu que ces mesures de décrispation ont réellement balisé la voie pour la tenue effective du dialogue, Edem Kodjo ne s'est pas fait prier pour convoquer le comité préparatoire de ce forum pour la semaine prochaine faisant fi des remous que suscite sa personne notamment auprès du Rassemblement avec lequel il n'est plus en odeur de sainteté. Il espère que le dialogue politique proprement dit pourra commencer avant la fin du mois d'août. Sinon au plus tard mi-septembre.

A.D.

RENTRÉE DES CLASSES

La Fondation Mwimba -Texas organise une distribution des fournitures scolaires

L'action prévue pour le 2 septembre vise les albinos membres de cette ONG, les non-membres en âge de scolarité ainsi que les enfants issus des familles démunies.

L'ONG des albinos, la Fondation Mwimba-Texas (FMT), projette au 2 septembre, dans la salle de conférences du Jardin botanique de Kinshasa à Gombe, une journée de distribution des kits scolaires en prévision de la rentrée des classes prévue pour le 5 septembre. Ce sera à l'occasion de la journée de sensibilisation prévue à cette date. Ces kits comprendront, a expliqué le président de cette ONG, le catcheur albinos Alphonse Mwimba Makiese Texas, des fournitures scolaires et crèmes solaires ainsi que d'autres produits.

Le geste fait à la veille de chaque rentrée scolaire par cette fondation, qui milite pour le bien-être des albinos et des personnes vulnérables depuis dix-huit ans, vise à faciliter la préparation de l'année scolaire. Les crèmes solaires qui ne manquent jamais dans les différents kits que cette ONG donne,



Mwimba Texas et Gustave Luwutuku de la maison Luw corporation / Photo Adiac
à chaque occasion, aux albinos, rayons du soleil, l'ennemi numéro 1 des albinos, provoquant

le cancer de la peau.

Des partenariats pour le bien des albinos

Pour arriver à bien organiser cette journée de sensibilisation, la FMT, dont la principale ressource reste, à ce jour, le fruit des combats de catch classique auxquels participe son président, tente à nouer des partenariats pour le bien-être des albinos. À côté de la Fondation famille Gertler, centre ophtalmologique de Masina et KPM cargo dont les apports dans les actions de cette ONG sont considérables, certains autres noms s'ajoutent. Il s'agit notamment de Gustave Luwutuku, de la maison Luw corporation, le coordonnateur international de l'ONGD Elongo Elonga, Dr Serge Mbay Kabway, avec qui le président de la FMT a eu une séance de travail pour la réussite de cette journée. « La FMT et Elongo Elonga ont une même vision sur le développement. Nous, nous travaillons pour l'intégration et nous nous sommes rendu compte que cette ONG également a les mêmes ambitions

que nous, en mettant l'homme au centre de son action », a expliqué le président Alphonse Mwimba Texas.

Parmi ces noms, il y a également Moustapha Thiam, le market manager de Vimto international, le secrétaire exécutif provincial adjoint du Cadre permanent de concertation économique au ministère de l'Économie nationale, Saidi Assumani, ainsi que l'évêque de Kasongo au Maniema, Mgr Placide Lubamba Ndjibu. Ce prélat catholique, qui a été un grand soutien pour le président Mwimba Texas dans ses activités de catch, s'est également dit déterminé à contribuer dans les actions de la FMT en faveur des albinos. Le souhait, pour cette ONG, qui salue l'arrivée à Kinshasa de son conseiller spirituel, l'abbé Jean-Paul Kele, est d'arriver au diocèse de Kasongo, en vue de mener une action de sensibilisation en faveur des albinos de ce coin de la province du Maniema. Aussi cette ONG continue-t-elle à lancer un appel aux bonnes volontés en vue de soutenir ses actions qui visent le bien-être des albinos de la RDC et du monde.

Lucien Dianzenza

CRISE DES MATIÈRES PREMIÈRES

Vingt-deux pour cent de baisse du budget de l'État au premier semestre 2016

L'on devrait s'attendre à une fin de l'année plutôt difficile avec un secteur minier qui a enregistré des pertes énormes entre janvier et juin 2016. Selon les chiffres officiels, la RDC a connu une baisse de 14 % de la production de cuivre en l'espace de six mois, s'établissant à un total de 466 000 tonnes.

Comme l'a rappelé la Banque centrale du Congo (BCC), la tendance baissière est la conséquence de la baisse mondiale des prix des métaux. Pour la RDC, la conséquence est désastreuse. En effet, la suspension des opérations de traitement dans plusieurs mines de cuivre du pays contribue à alimenter le débat entre les experts sur les perspectives économiques à court terme du pays.

En fait, la RDC a commencé à enregistrer une baisse de sa production de cuivre dès l'année 2015, passant de 1,03 million (2014) à 990 000 tonnes. Il faut préciser que la RDC en est le premier producteur au niveau africain. Dans l'ensemble, les industries extractives génèrent jusqu'à 95 % des revenus d'exportation du pays. Le secteur minier représente ainsi la principale source d'entrée des devises étrangères. Au-delà du cuivre, la production du cobalt a baissé également de 13 % au cours de la même période. La RDC, premier pays producteur de cobalt au niveau mondial, n'a produit que 35 267 tonnes entre janvier et juin 2016. À cause de la crise qui secoue le secteur minier congolais, l'État congolais a connu une réduction de 22 % de son budget en juin 2016.

Laurent Essolomwa



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Essais, Romans, Bandes dessinées,
Philosophie, etc.









Un Espace culturel pour vos **Manifestations**
Présentation des ouvrages, Conférences-débats, Dédicaces
Emissions Télévisées, Ateliers de lecture et d'écriture.



Brazzaville : 84 bd Denis Sassou N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo

Horaires d'ouverture:
Du lundi au vendredi (9h-17h)
Samedi (9h-13h)



FOOTBALL

V. Club affûte ses armes

Fixant les objectifs du club pour la nouvelle saison, le général Gabriel Amisi Kumba a indiqué que son équipe s'active à gagner la ligue des champions et le Championnat national de la RDC, Division I.

L'AS V.Club nourrit de grandes ambitions pour la saison prochaine. Après avoir digéré sa disqualification en quart de finale de la dernière Ligue des champions à la suite d'un dossier administratif d'un joueur litigieux, le club est en train de se remettre en place. Il a profité de la trêve observée après la fin de la saison sportive 2015 pour affûter ses armes en prévision des prochaines échéances. C'est dans ce cadre qu'il faut situer les nouveaux transferts que vient de conclure le club cher au président Tango Fort dont l'ossature vient d'être étoffée avec des nouvelles recrues. Ces dernières ont été présentées officiellement au public le 17 août au stade Tata-Raphael

à côté des anciens du club. C'est le coach Florent Ibenge qui s'est chargé de cette tâche en appelant un à un les joueurs en guise de leur présentation devant des moscovites venus en grand nombre.

C'est dans une ambiance carnavalesque que s'est déroulée cette cérémonie rehaussée de la présence du général Gabriel Amisi et de tout son staff. Le contingent des expatriés est composé de cinq joueurs dont les transferts ont été finalisés. Il s'agit du gardien Dauda Diakite (Burkina Faso), du défenseur Obama Ondo (Guinée Équatoriale), du médiateur Sidibe Oumar (Malien, ancien d'Al Hilal du Soudan), des attaquants Atouba Yazid (Cameroun) et d'Ernest Sugira (Rwanda). Quant aux joueurs locaux nouvellement recrutés par V.club pour la nouvelle saison, l'on peut citer le gardien Tibolia (FC Lupopo), les défenseurs Junior Baumeto (FC Lupopo) et Bangala Litomba (DCMP) ainsi que l'attaquant Eddy Ngoy Emomo (Shark



V.Club de Kinshasa

XI). Pour Gabriel Amisi Kumba, l'objectif visé par V.Club cette année est de remporter la Ligue des Champions ainsi que la Linafoot, le championnat na-

tional d'élite. Pour mieux préparer ces compétitions, le club compte aller se mettre au vert au Rwanda à Butare pour entamer la première partie de sa

préparation, indique-t-on. Sauf imprévu, V.Club pourrait effectuer ce déplacement d'ici ce 21 août, apprend-on.

Alain Diasso

IMPRIMERIE * DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



VIE ASSOCIATIVE

Le GIAC renouvelle ses instances

L'assemblée générale ordinaire du Groupement interprofessionnel des artisans du Congo (GIAC) a eu lieu, le 18 août, à Pointe-Noire en présence de Célestin Nguimbi, directeur départemental de l'Artisanat de la ville océane. Ces assises ont permis de faire le bilan après quatre ans d'exercice du bureau exécutif sortant et de renouveler les instances dirigeantes.

Devant les délégués des seize associations affiliées au GIAC, le bureau exécutif sortant a fait le bilan des activités menées entre 2012 et 2016 à travers le rapport moral, le rapport d'activités, le rapport financier peu après la présentation du GIAC par Serge Alain N'Tsakala, le président qui a dirigé la structure durant cet exercice.

En dépit des difficultés de tous genres, le GIAC tel un roseau a plié mais n'a pas rompu, ceci grâce à l'esprit de sacrifice, la disponibilité, le sens du devoir et la responsabilité de ses membres

appuyés par l'apport de ses partenaires tels le ministère de PME, de l'Artisanat et du secteur informel, le Conseil congolais des chargeurs le Codepa, la Chambre consulaire de Pointe-Noire, l'APNI, Iecd, le PDCE, le GRET qui, par le biais du projet PARTAG financé par l'Union européenne permet de renforcer les capacités des membres du GIAC afin qu'ils contribuent durablement au développement des très petites entreprises de Pointe-Noire, à l'amélioration de leurs conditions de travail, à l'accès de leurs apprentis à la formation et à l'amé-

lioration de l'environnement économique de l'artisanat.

Sous la supervision de Célestin Nguimbi, directeur départemental de l'artisanat de Pointe-Noire, les élections des membres du bureau exécutif ont été organisées en fin de journée. Au terme du vote, Serge Alain N'Tsakala a été réélu président. Il est secondé par Rufin Léonard Mabanza, le vice président. Honoré Mbambi Moulou est le secrétaire général et Victor Massamba Ndombassi son adjoint. La trésorerie générale a échu à Anasthasie Mounyabio. Luc Bikouilou, Yvette Pobha Taty sont respectivement secrétaire chargé de la formation et information et de l'organisation et des affaires culturelles et sportives. Quant à Joseph Mboumba, il va diriger la commission de contrôle et d'évaluation.

En remerciant les membres du GIAC pour la confiance faite en sa modeste personne, Serge Alain N'Tsakala a exhorté les membres du GIAC au travail lors des quatre ans à venir. a déclaré : « Nous constituons une famille et nous allons faire en sorte que le GIAC, nos associations professionnelles de base, nos entreprises puissent avoir un déclic du fait de l'action que nous allons tous mener ensemble. Ceci ne pourrait être garanti que si vous continuez à travailler tel que vous l'avez fait aujourd'hui », a-t-il déclaré. Et il a ajouté : « Le GIAC doit être une véritable force de proposition et de plaidoyer pour contribuer au développement de notre pays. C'est à vous de faire en sorte que les sessions ordinaires que nous comptons organiser tous les six mois soient des rendez vous im-

portants pour faire le point de nos avancées. Personne n'a le droit de tirer le GIAC vers le bas. Nous devons tous mettre la main à la pâte pour que la moisson soit abondante ».

À la fin des travaux, Célestin Nguimbi a demandé aux membres du GIAC de faire preuve de volonté et de dynamisme pour le rayonnement de leur structure. « Une institution ne vaut que ce que valent ses hommes. Félicitations aux heureux élus. Que tous apportent leurs compétences et leur savoir faire aux membres du bureau. Soyez rassurés qu'au niveau du gouvernement, nous avons un œil sur le fonctionnement du GIAC qui est une structure représentative du secteur de l'artisanat », a-t-il conclu.

Hervé Brice Mampouya

HUMEUR

Le téléphone portable serait-il en train de remplacer la montre ?

A première vue et en tenant compte d'un constat fait au cours de ces dernières années, la réponse la plus immédiate qui nous vient à l'esprit est oui. Tentons donc de le prouver. Ainsi quand on choisit au hasard, d'une part, un échantillon de près de vingt administrations et services et, d'autre part, celui de trente à quarante personnes dans nos villes, on observe le plus souvent ceci : dans les salles d'attente des services visités ou même dans des bureaux individuels, là où étaient habituellement accrochées des horloges pour se fixer sur l'heure qu'il est, il n'y a pratiquement plus rien. Ces horloges ont disparu. Et ces places sont soit vides ou soit occupées par des calendriers ou d'autres tableaux emblématiques. Et s'il arrive que vous demandiez l'heure qu'il est, les gens ont tendance à se servir de leurs téléphones portables.

De même, quand on se promène dans les rues de nos villes et quand il vous arrive de poser la question à quelqu'un que vous croisez dans la rue sur l'heure qu'il est, même si la personne qui est en face de vous porte bel et bien une montre, elle a tendance à utiliser son mobile pour vous communiquer l'heure. À ce moment-là, la montre portée au bras, en particulier, serait-elle devenue un bijou d'ornement au même titre que d'autres accessoires de beauté bijoux, bracelets, gourmettes, bagues et autres ? De même, l'horloge du bureau aurait-elle changé de fonction pour ne pas qu'il puisse être accroché au mur du bureau ou de la salle d'attente ?

Le téléphone portable, que l'on veuille ou non, a été inventé d'abord pour sa fonction première relative à la communication même si au fil du temps, il a eu d'autres fonctions qui font de lui un appareil multimédia. Et la vraie question qui nous vient à l'esprit est : « Est-ce qu'avec cette allure, le téléphone portable ne va-t-il pas affaiblir tôt ou tard son importance de la montre ou l'horloge ? ». Encore que si cela pourrait s'affirmer dans un futur lointain, quelle serait alors la place des industries qui n'ont pour spécialité que de fabriquer des montres ou des horloges ?

Cette réalité ne s'observe pas que dans les administrations qui ne se servent plus des horloges, mais aussi au niveau des ménages. Tenez ! bien avant la généralisation du mobile, comme cela est le cas aujourd'hui, de nombreux ménages avaient coutume d'accrocher au salon des horloges même à sonnerie. Aujourd'hui cette pratique n'existe presque plus, car la plupart des membres qui composent les ménages ont pour chacun un portable et l'utilisent inconsciemment ou consciemment pour des fins horaires. Et quand on interroge certaines personnes sur le fait que le portable serait en train de suppléer la montre et l'horloge, les gens justifient cela par le fait de la multifonctionnalité du téléphone portable. « À cause de ses fonctions multiples, je préfère avoir un téléphone portable, car en plus de la communication, je peux aussi l'utiliser pour voir l'heure qu'il est », a indiqué un citoyen interrogé sur la faible utilisation de la montre par certains citoyens aujourd'hui.

Est-ce qu'il est vrai que le portable va totalement faire perdre à la montre et à l'horloge leur place ? Cette question ouvre tout de même aux raisonnements nuancés. Certains acceptent d'avoir une montre au bras même s'ils ne l'utilisent pas. Et cela nous pousse à dire que la montre jouerait pour ceux-là un autre rôle. Par contre, d'autres disent que le rôle joué par la montre est déjà affectée au téléphone portable, à quoi bon d'avoir encore une montre au bras ? Pour cette catégorie, la montre a perdu sa fonction, d'où son port au bras n'est plus indispensable. Et les derniers pensent que même si le portable nous renseigne sur l'heure qu'il est, la montre et l'horloge garderont toujours leur importance. Pour cette dernière catégorie, la montre et l'horloge ne perdront jamais leur rôle. Et ils vont encore plus loin en s'interrogeant sur le devenir des industries des montres et horloges.

Ceci étant, nous espérons pour notre part que quelle que soit l'évolution technologique, le génie humain trouvera toujours des éléments technologiques palliatifs afin que des industries productrices des montres et horloges tout comme celles des téléphones portables puissent trouver leur compte réciproque. Tel est notre souhait.

Faustin Akono

LOUESSI

La construction d'une maison soumise à condition

Pour entamer tout travail de construction d'une maison à Louessi, quartier situé dans le troisième arrondissement Tié-Tié de la capitale économique, toute personne devrait payer une somme aux éléments de la force publique placés dans les postes de contrôle et de sécurité.

Le chef du quartier 315 Jean Youlou condamne avec force cette façon de faire. D'après la population, la construction d'une maison est soumise à la déclaration préalable auprès des militaires. Et la nature des formalités à accomplir varie en fonction de la taille de la construction envisagée. Cette situation qui ne date pas d'aujourd'hui fait que le quartier Louessi reste encore enclavé et bloque son développement immobilier, faisant de lui l'un des quartiers les moins accessibles. Saisi de cette affaire, Jean Youlou, chef du quartier 315 Mpaka 1, km 8, dont fait partie la zone de Louessi, a fermement condamné cette attitude lors d'un entretien tenu avec les Dépêches de Brazzaville. Pour lui, Louessi est un quartier enclavé qui se veut être moderne et cela ne peut être possible qu'avec la construction de nouvelles maisons dans la zone. « Il n'est pas normale qu'une personne puisse payer une certaine somme à des tierces personnes pour construire une maison dans sa propre parcelle. Cette affaire dure depuis longtemps, j'en ai même parlé à mes supérieurs, malheureusement jusqu'aujourd'hui, rien n'a

été fait », a-t-il déploré.

Il faut dire que Louessi est un quartier dont une grande partie est logée dans le massif forestier. Ce massif avait auparavant subi des agressions de l'homme par le biais des coupes frauduleuses massives de bois sur de vastes étendues pour occuper des terrains, vendre des parcelles, se faire établir des titres de propriété et se construire des maisons.

Afin de restaurer l'autorité de l'État, de récupérer tous les espaces spoliés en plein massif forestier des sites du plateau de Hinda, Nanga, Patra et les alentours de la rivière Ngouambouchi allant à Mongo Mpoukou, une commission a donc été décidée et mise en place en date du 8 août 2013 lors d'un conseil des ministres. Pour ce faire, quelques postes de contrôle et de sécurité de l'armée ont été également mis en place sur ce site avec pour mission de sécuriser le massif, stopper l'entrée des délinquants qui continuaient à agresser le massif forestier et également d'identifier les éventuels occupants. Malheureusement aujourd'hui, ces éléments placés dans ces postes de contrôle et de sécurité de l'armée sont en passe d'être accusés par les habitants de Louessi de ne pas respecter leur mission établie. Rappelons que le quartier 315 est l'un des plus grands quartiers du troisième arrondissement Tié-Tié, il a une démographie de 25591 habitants, il est dirigé par Jean Youlou et compte 55 blocs et 12 zones dont la 11e est celle de Louessi.

Hugues Prosper Mabonzo

Une v
dit ph
Notific

CHAMPIONNAT DE HANDBALL/BRAZZAVILLE

Inter club et Abo-Sport champions

Les deux équipes ont occupé la première marche du podium respectivement en versions homme et dame.

Comme la dernière saison, Abo-Sport a largement dominé le championnat départemental de Brazzaville, en seniors dames. Le club a, en effet, réalisé un parcours sans faute, survolant ses adversaires, de la phase aller à la phase retour de la compétition. Abo-Sport n'a enregistré aucune défaite avec au compteur 42 points au total. La capitaine de l'équipe, Magalie Bazekene, n'avait donc pas eu tort de s'en réjouir. « Nous sommes satisfaites du parcours réalisé qui nous a permis de nous qualifier brillamment au championnat », a-t-elle déclaré, tout en saluant les efforts du président de leur club, Jean Claude Ibovi, pour avoir réuni toutes les conditions les ayant conduit à ce succès. Abo-



Capitaine d'Abo-Sport avec la coupe remportée Crédit photo Adiac

Sport a donc pu conserver le titre qu'il avait empoché l'année passée. Par ailleurs, en hommes, c'est Inter club qui a fait la loi. L'équipe est sacrée championne comme la saison écoulée. A la diffé-

rence d'Abo-Sport, Inter club a perdu deux matchs dans ce championnat départemental qui vient de s'achever avec 38 points.

Classement

Chez les hommes après In-

ter club vient Caïman qui, avec trois défaites, dont une face à l'équipe championne, a occupé la deuxième place. Tandis que chez les dames, c'est Cara qui a terminé deuxième après Abo-Sport. Dans la

catégorie des espoirs, la DGSP(dames) est arrivée à la première marche du podium.

Les qualifiés

Le championnat départemental qui vient de s'achever a permis à huit équipes de la ville capitale de décrocher leur qualification au championnat national. En dames, Abo-Sport, Cara, Asel et Inter club qui défendront les couleurs de Brazzaville. Tandis qu'en hommes, la tâche reviendra à Inter club, Caïman, Pédro Sport Orange et Etoile du Congo. Ce championnat national sénior prévu du 3 au 11 septembre prochain ouvrira les portes des compétitions continentales aux équipes championnes. Dans la catégorie des juniors la compétition nationale devrait se jouer du 20 au 28 du mois en cours. Il y a eu report. Finalement, c'est du 24 au 31 août prochain.

Rominique Nerplat Makaya

RÉFLEXION

Maintenant que la cause est entendue ...

La célébration de la Fête nationale, le 15 août, ayant confirmé que l'Europe et les Etats-Unis ont enfin compris à quel point la stabilité intérieure d'un pays comme le Congo est importante, vitale même pour la sous-région de l'Afrique centrale et, par voie de conséquence, pour eux-mêmes, il convient de s'interroger sur ce que les grandes puissances occidentales peuvent faire dans le proche avenir pour contribuer à cette stabilisation. Comme le disent volontiers les juristes, «Maintenant que la cause est entendue il importe d'en tirer les leçons».

S'il est vrai que les mises en garde et les suggestions des observateurs de la scène internationale sont rarement prises en compte par les plus hautes autorités des nations concernées - on en a eu la preuve accablante lors de l'assassinat prémédité de Mouammar Kadhafi il y a cinq ans - il l'est tout autant que le bon sens, le pragmatisme, le réalisme finissent généralement par l'emporter sur les a priori, sur les erreurs de jugement,

sur les écarts de langage, sur les dérives intellectuelles que génère inévitablement la puissance.

Résumons donc en quelques mots ce que les «Grands» du monde occidental feraient bien de décider s'ils veulent réellement participer à l'émergence du Bassin du Congo et assister plus efficacement le Congo lui-même dans la difficile tâche qu'il s'est assigné de prévenir les crises qui menacent aujourd'hui cette partie du continent.

1) Cesser de donner des leçons de bonne gouvernance aux peuples que leur domination passée a empêché de s'organiser dans les siècles précédents et que le dogmatisme présent des Occidentaux révolte désormais au plus haut point.

2) S'abstenir d'agir en sous-main pour intimider ou affaiblir les dirigeants des pays partenaires qui se trouvent confrontés aux difficultés de toute nature que génère la longue marche vers le développement durable.

3) S'inspirer de la politique que les autres grandes puissances, la Chine et l'Inde notamment, suivent à l'égard de l'Afrique, c'est-à-dire ne se mêler en rien de ses affaires intérieures et tout faire pour l'accompagner concrètement.

4) Cesser d'intervenir de façon anarchique dans les domaines perçus comme stratégiques par leurs dirigeants et concentrer leur aide sur les secteurs dont dépend effectivement l'essor économique et social du Congo.

5) Transmettre, sans chercher à en tirer un profit immédiat, leur savoir et leur expérience dans les domaines dont dépend pour une large part l'essor économique des jeunes démocraties africaines.

6) Aider de mille et une façons le Congo dans les actions qu'il entreprend pour corriger l'erreur majeure commise lorsque les puissances coloniales élevèrent entre les peuples des frontières administratives aussi étanches que nocives.

7) Assister, dans ce contexte, les Etats dans leur progression sur la voie de l'intégration régionale qui, seule, permettra demain le libre échange des hommes et des biens sur l'immense étendue du Bassin du Congo.

8) Soutenir financièrement et techniquement toutes les initiatives d'ordre culturel qui permettront aux écrivains, aux artistes, aux créateurs de cette partie de l'Afrique de se faire mieux connaître à l'échelle mondiale.

Il va de soi que la liste des services que le monde riche doit apporter au Congo et plus généralement à l'Afrique centrale dans l'instant présent est loin d'être exhaustive. Mais si, déjà, ces huit propositions étaient entendues de ceux et celles auxquels elles s'adressent «maintenant que la cause est entendue» les gestes diplomatiques accomplis ces derniers jours permettraient de développer des formes de coopération concrète dont chaque partie tirerait au final un grand profit.

Jean-Paul Pigasse